



Conseil économique et social

Distr. générale
11 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Quatrième session

Genève, 14 et 15 juin 2011

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Évaluations des besoins dans le domaine du commerce

Rapport de la Conférence ministérielle sur la feuille de route du SPECA pour l'aide au commerce, tenue à Bakou, et son mécanisme de suivi*

Introduction

1. Les pays participant au Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA)¹ ont pris d'importantes dispositions en vue d'intégrer leur économie aux marchés régional et mondial. Bon nombre de ces pays ont souscrit à des initiatives régionales, y compris celles administrées par la Communauté d'États indépendants (CEI), la Communauté économique eurasienne (EurAsEC) et l'Organisation de coopération économique (ECO). Au cours des vingt dernières années, ces pays ont également lancé des plans multidimensionnels de libéralisation de leur économie et de réforme des marchés, dont la mise en œuvre a progressé à des rythmes différents.

2. Toutefois, les pays participant au SPECA n'ont pas encore tiré pleinement parti de leurs efforts de développement du commerce dans des domaines tels que les nouveaux marchés d'exportation, le transfert de technologie et le développement industriel. Le gros de leurs exportations se compose d'une petite gamme de produits non transformés, de demi-produits et de produits de l'industrie légère, auxquels s'ajoutent les produits agricoles, le pétrole, le gaz et les produits minéraux. De surcroît, les produits sont exportés vers un nombre limité de pays. Par exemple, en 2007, 62 % environ des exportations totales des pays participant au SPECA étaient destinés à l'Allemagne, à la Chine, aux États-Unis d'Amérique, à la Fédération de Russie, à la France et à l'Italie.

* Le présent document a été soumis avec retard en raison d'une transmission tardive au secrétariat des informations y relatives.

¹ Afghanistan, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

3. De ce fait, les économies de ces pays demeurent très vulnérables, les fruits de la croissance étant facilement annihilés par des fluctuations sur les marchés du prix d'un ou de deux produits d'exportation, ou par des chocs émanant de grands partenaires commerciaux. Cette absence de diversification économique se manifeste de différentes façons. Dans certains pays, des déficits commerciaux et publics durablement élevés obligent à détourner des investissements dans le développement un pourcentage relativement élevé de la croissance du revenu, utilisé pour les importations, les transactions financières ou le remboursement de la dette. Dans d'autres pays, cette absence de diversification se manifeste souvent sous la forme du «syndrome hollandais», ce qui signifie que des taux de change élevés réduisent la compétitivité des exportations de produits non minéraux, décourageant ainsi les investissements dans ces secteurs et compromettant l'emploi.

4. Les pays participant au SPECA demeurent également pénalisés par les effets préjudiciables des déséquilibres régionaux que fait ressortir le tableau ci-après. Les pays à revenu intermédiaire de la région ont encore à faire face à de grands écarts de revenu entre les villes et les campagnes.

Tableau

Pays participant au SPECA – Déséquilibres régionaux

<i>Pays</i>	<i>PIB par habitant (2009) en dollars É.-U.</i>	<i>Population en dessous du seuil de pauvreté</i>	<i>Chômage</i>	<i>Classement des pays d'après l'indice de GINI* (la meilleure note est 136)</i>
Afghanistan	1 000	36,0 %	35,0 % (2008)	non disponible
Azerbaïdjan	10 600	11,0 %	6,0 %	81
Kazakhstan	12 000	8,2 %	6,3 %	127
Kirghizistan	2 300	40,0 % (2004)	18,0 % (2004)	112
Tadjikistan	1 900	53,0 %	2,2 %	99
Turkménistan	6 800	30,0 % (2004)	60,0 % (2004)	59
Ouzbékistan	2 900	26,0 % (2008)	1,1 %	80

Sauf indication contraire, toutes les données se rapportent à 2009. Source:
<http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook>.

** L'indice de GINI est une mesure du degré d'inégalité dans un pays. Le classement est établi d'après les derniers indices de GINI disponibles, qui correspondent à 2001 pour l'Azerbaïdjan, 2009 pour le Kazakhstan, 2003 pour le Kirghizistan, 2006 pour le Tadjikistan, 1998 pour le Turkménistan et 2003 pour l'Ouzbékistan*

5. Il est de toute évidence nécessaire de soutenir les capacités d'exportation des pays participant au SPECA afin de créer des emplois et des revenus pour le développement des infrastructures. Il faut à cet effet agir dans trois directions:

- Poursuivre la libéralisation du commerce et de l'économie en tenant compte des besoins en matière de protection sociale et du stade de développement de chacun des pays. Actuellement les régimes commerciaux varient d'un pays à l'autre: très libéralisés au Kirghizistan, relativement libéralisés en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et au Tadjikistan et très restrictifs en Ouzbékistan. De surcroît, la plus grande partie du commerce demeure le fait d'entreprises publiques, souvent dans le cadre d'accords

intergouvernementaux qui portent sur un certain nombre de biens d'équipement et de ressources énergétiques²;

- Développer la capacité productive du secteur des entreprises, c'est-à-dire son aptitude à produire de façon efficace et compétitive une gamme croissante de biens et services à plus forte valeur ajoutée. Une attention particulière doit être accordée aux petites et moyennes entreprises (PME) étant donné qu'elles jouent un rôle crucial en favorisant l'entrepreneuriat, l'innovation et la création d'emplois;
- Améliorer les liens entre les pays participant au SPECA, s'agissant aussi bien de l'intégration des infrastructures liées au commerce que de l'harmonisation des mesures politiques afin de promouvoir une croissance économique mutuelle. Ces efforts sont d'autant plus importants qu'aucun des pays participant au SPECA n'ont une frontière maritime.

6. Toutefois ces pays, en particulier ceux dont le revenu est relativement faible, ont des capacités financières limitées et éprouvent donc des difficultés à financer leurs propres activités de développement du commerce. À cet égard, l'Initiative d'Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a un rôle important à jouer. Lancée en décembre 2005, elle a pour but d'aider les pays en développement et les pays en transition à participer à la libéralisation du commerce et à en bénéficier et s'adresse aux pays accédants comme aux membres de l'OMC. En outre, l'Initiative devrait améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide pour le commerce en proposant des outils pour suivre les activités au titre de cette aide ainsi que pour garantir des comportements responsables et une capacité à réagir.

7. Or, à l'exception de l'Afghanistan, qui figure parmi les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce, les pays participant au SPECA ont reçu beaucoup moins de fonds de l'Initiative que la plus grande partie des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. D'après les statistiques disponibles, les engagements des donateurs en faveur des pays participant au SPECA ont faiblement augmenté, de 8 % en 2008 par rapport à 2002 si l'on y inclut l'Afghanistan. Toutefois si l'on exclut ce pays, les engagements ont au total diminué de 16 % (OCDE, 2010). En outre, jusqu'à l'année dernière, les pays en transition, y compris ceux d'Asie centrale, n'avaient pratiquement participé au processus de l'aide au commerce.

8. Si les pays en transition ne sont pas parties prenantes dans le processus politique ou dans les processus plus concrets liés à l'aide pour le commerce, ils n'auront peut-être pas les mêmes incitations ni le même appui pour élaborer des plans nationaux concernant des questions liées au commerce et recevront peut-être moins d'attention de la part des donateurs et par voie de conséquence une moindre aide publique au développement (APD) dans ce domaine.

I. Feuille de route du SPECA pour l'aide pour le commerce

9. Pour remédier à cette situation et faisant suite à une initiative prise en parallèle par le Gouvernement azerbaïdjanais en 2008, la CEE a entamé un processus de consultation afin de promouvoir les activités liées à l'aide au commerce dans la région. Ce processus a réuni, outre la CEE et les missions azerbaïdjanaise et kirghize à Genève, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et

² Par exemple, l'Ouzbékistan importe surtout des biens d'équipement pour des projets d'investissement appuyés par l'État, tandis que l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan et le Tadjikistan importent surtout des ressources énergétiques.

l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). À l'issue de ces consultations, il a été décidé à l'unanimité d'organiser une réunion ministérielle sous-régionale pour les pays participant au SPECA afin d'obtenir un appui politique en faveur de l'Initiative de l'Aide pour le commerce et de déterminer les priorités concrètes de cette aide aux niveaux national et sous-régional.

10. Cela a été possible grâce à la fois à l'intérêt manifesté par les pays en cause et au financement fourni pour l'organisation d'une réunion de planification et d'une réunion d'experts ainsi que d'une conférence ministérielle par la Société internationale islamique de financement du commerce (qui fait partie du groupe de la Banque islamique de développement) et grâce aux fonds apportés par le Gouvernement finlandais pour réaliser des évaluations nationales et établir un rapport régional aux fins de l'aide au commerce.

Objectifs

11. *Cela étant, le premier objectif inscrit sur la feuille de route du Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA) pour l'aide au commerce consiste à lancer le processus de l'aide au commerce dans les pays participant au SPECA afin d'assurer une plus grande intégration de ces pays dans l'économie mondiale et dans l'Initiative d'Aide pour le commerce de l'OMC.*

12. *Le second objectif, une fois la feuille de route mise en place pour la Conférence ministérielle des pays participant au SPECA consiste à mettre en œuvre les mesures de suivi convenues par les pays dans la Déclaration ministérielle de Bakou afin de mieux veiller à ce que les projets et les contributions financières répondent aux priorités nationales et régionales déterminées par les pays participant au SPECA en matière d'aide au commerce et que leur mise en œuvre soit la plus efficace et la plus rentable possible.*

13. La feuille de route du SPECA pour l'aide au commerce, à laquelle participent de très nombreuses organisations, devrait offrir aux pays participant au SPECA une précieuse occasion de travailler ensemble avec leurs voisins et avec tous ceux qui œuvrent pour le développement du commerce international afin de relever leurs enjeux en matière de développement lié au commerce. Elle a également pour but de garantir l'engagement continu des pays participant au SPECA afin qu'ils aient le sentiment d'être véritablement parties prenantes dans le processus et s'approprient les résultats.

Organismes d'appui

14. L'initiative du SPECA concernant la feuille de route pour l'aide au commerce a reçu le soutien des Gouvernements azerbaïdjanais et kirghize et de l'OMC dans le cadre de l'Initiative d'Aide pour le commerce. Elle bénéficie également du soutien du Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, soit sur le plan financier soit par la mise à disposition d'experts par les organisations internationales qui font partie de ce groupe. *Les organisations concernées espèrent que cette initiative en viendra à être considérée comme un modèle de coopération interorganisations.*

15. L'initiative a également le soutien du Groupe de travail sur le commerce du programme SPECA qui fait office de mécanisme intergouvernemental en fournissant aux pays des contributions et retours d'information (par exemple pour la rédaction de la Déclaration ministérielle de Bakou).

16. La CEE a assuré la coordination des travaux entre les institutions et les partenaires, notamment (pendant les six derniers mois de 2010) au moyen de téléconférences hebdomadaires.

17. La Société internationale islamique de financement du commerce et le Gouvernement finlandais ont fourni le principal soutien financier pendant la première étape de cette initiative. Il faut maintenant espérer que d'autres organisations offriront à leur tour un soutien financier, à la fois pour le suivi et les projets qui s'ensuivront. Il convient de relever que la Banque asiatique de développement, la Coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque mondiale apportent un soutien non négligeable aux projets mis en œuvre dans la région du SPECA.

II. Préparatifs et travaux préparatoires

18. Le début de la feuille de route du SPECA pour l'aide au commerce date réellement de mars 2009, lorsqu'a été organisée à Bichkek (Kirghizistan) une réunion consultative préparatoire qui devait préparer le terrain pour une conférence ministérielle sur la feuille de route pour l'aide au commerce en 2010. Cette conférence était conçue de manière à atteindre un double objectif qui était de mettre en place le processus politique indispensable à l'appui de la feuille de route et de servir de lieu de rencontre entre toutes les parties prenantes pour déterminer les priorités régionales et veiller à ce qu'elles soient incorporées dans les plans nationaux de développement.

19. À la suite de cette réunion, des dispositions ont été prises sous la conduite du PNUD pour préparer des évaluations des besoins nationaux et régionaux d'aide au commerce et déterminer les priorités nationales et régionales. A cet effet, des équipes de pays ont été créées pour servir d'organes consultatifs et garantir aux pays la maîtrise des opérations. Ces équipes se composaient de membres du Gouvernement, de membres du Comité national pour le DSRP, de représentants de la société civile et du secteur privé ainsi que de partenaires du développement. Le Groupe de travail sur le commerce du SPECA a fait office de groupe consultatif pour l'évaluation régionale.

20. Une réunion régionale d'experts a eu lieu ensuite à Bichkek, en mars 2010; au cours de cette réunion, les évaluations nationales ont fait l'objet d'échanges de vue détaillés et les experts nationaux ont fourni des contributions appelées à figurer dans le rapport régional sur l'aide au commerce, qui a été finalisé par la suite au cours de l'année.

III. Conférence ministérielle sur la feuille de route du SPECA pour l'aide au commerce

21. La Conférence ministérielle sur la feuille de route du SPECA pour l'aide au commerce, qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan) les 1^{er} et 2 décembre 2010, a réuni 122 participants, y compris des fonctionnaires de haut niveau de pays participant au SPECA, des experts et des représentants des partenaires de développement³. Cette conférence était la première manifestation de haut niveau consacrée à l'aide au commerce qui était organisée à l'intention des pays en transition depuis le lancement, à la Réunion ministérielle de Hong Kong de l'OMC, en 2005, de l'Initiative d'Aide pour le commerce.

³ Les délibérations et résultats de la Conférence, y compris la Déclaration ministérielle et les exposés des participants, sont affichés sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante:
<http://www.unece.org/trade/SPECA-AfTBaku2010/welcome.html>.

22. Les participants ont passé en revue les problèmes en matière de commerce et de développement auxquels la région se trouvait confrontée et ont élaboré un plan d'action pour résoudre ces problèmes en s'appuyant sur les conclusions des évaluations des besoins nationaux en matière d'aide pour le commerce et sur un examen régional de cette aide par le PNUD⁴. Les principaux résultats de la Conférence sont brièvement les suivants: priorités établies par la Déclaration ministérielle et ressortant des évaluations de l'aide au commerce réalisées avant la conférence; mécanisme de suivi prévu dans la Déclaration ministérielle; et présentation des activités financées et des activités proposées à l'appui de l'aide au commerce dans la région. Ces résultats sont exposés plus en détail ci-après et il est également possible d'obtenir des informations supplémentaires à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/trade/SPECA-AfTBaku2010/welcome.html>.

A. Déclaration ministérielle

23. L'un des principaux résultats de la Conférence ministérielle a été la signature d'une Déclaration ministérielle qui préconise la création de synergies entre les mesures liées au commerce et initiatives de développement nationales et régionales ainsi qu'une plus grande contribution du commerce à une croissance équitable entre les différentes régions de chaque pays. La Déclaration a indiqué des actions absolument prioritaires à inscrire dans les plans nationaux et régionaux de développement du commerce, à savoir:

- Développer des capacités d'offre au niveau national, y compris les capacités de production et les cadres institutionnels;
- Tirer parti de la coopération transfrontière; et
- Faciliter l'intégration bénéfique des pays participant au SPECA dans le système commercial multilatéral.

24. La Déclaration en appelle également aux partenaires de développement pour qu'ils soutiennent les initiatives et mesures d'aide au commerce en fournissant une assistance technique et des ressources financières, selon des modalités prévisibles et correspondant aux priorités nationales.

B. Mécanisme de suivi

25. Un autre résultat essentiel de la Conférence a été la mise en place d'un *Conseil régional chargé de la mise en œuvre et du suivi de l'aide au commerce* qui a reçu pour mission de suivre la mise en œuvre efficace et effective de l'aide au commerce dans la région du SPECA, conformément aux priorités de l'aide au commerce arrêtées par les pays en amenant toutes les parties concernées à s'asseoir autour d'une table pour débattre en continu des travaux entrepris, des domaines de coordination possibles ou des actions communes ainsi que des lacunes à combler au niveau de la mise en œuvre et du financement.

⁴ Les études sont affichées sur le site du PNUD à l'adresse suivante:
<http://europeandcis.undp.org/home/show/A65D11B2-F203-1EE9-B2770B00952A8CF8>.

26. Le Conseil, en étroite collaboration avec le Groupe de travail du commerce, rassemblera les pays bénéficiaires, les donateurs multilatéraux et bilatéraux et les organismes de l'ONU qui s'occupent des questions de commerce. Pour s'acquitter de son mandat, il devrait:

- Renforcer la capacité des partenaires de développement à répondre aux besoins naissants des pays participant au SPECA;
- Montrer la voie à suivre pour élaborer un programme régional coordonné d'aide au commerce qui englobe toutes les parties prenantes;
- Recenser, en concertation avec les pays, les lacunes dans la mise en œuvre et les projets susceptibles d'être financés qui correspondent aux priorités des pays, dans les limites des ressources disponibles;
- Revoir, avec la contribution des pays, les activités et priorités au titre de l'aide au commerce dans la région pour les adapter aux évolutions commerciales et économiques;
- Suivre les plans d'action régionaux et nationaux relatifs à l'aide au commerce afin d'identifier les lacunes qui devraient donner lieu à des projets susceptibles d'être financés;
- Aborder, grâce à sa composition exceptionnelle, les questions stratégiques relatives à l'aide au commerce dans la région.

C. Projets d'assistance technique au titre de l'aide au commerce

27. Au cours de la Conférence, le Gouvernement finlandais a annoncé qu'un projet de 4,6 millions d'euros serait exécuté en coopération avec le PNUD pour renforcer le développement du commerce dans les pays en transition, et tout particulièrement dans les pays participant au SPECA. En outre, plus d'une vingtaine de notes exposant l'idée d'un projet ont été soumises par les pays et organisations pour étayer la mise en œuvre de la feuille de route du SPECA pour l'aide au commerce dans la région⁵ et ont été communiquées aux participants.

V. Activités de suivi

28. La CEE travaille actuellement avec les pays participant au SPECA afin de présenter sous sa forme définitive un plan d'action global relatif à l'aide au commerce, qui incorpore les priorités recensées dans les évaluations nationales de l'aide au commerce réalisées avant la Conférence ministérielle ainsi que dans le rapport régional sur cette aide. Un examen d'ensemble portera alors sur les activités nationales et régionales en cours et planifiées concernant l'aide au commerce dans les pays participant au SPECA, au niveau des projets, en établissant une correspondance entre ces activités et les domaines de travail prévus dans le plan d'action. Ce qui en résultera servira à la fois de ligne directrice et de point de départ pour les échanges de vues qui auront lieu dans le cadre du Conseil régional chargé de la mise en œuvre et du suivi de l'aide au commerce au sujet des failles dans le soutien apporté aux priorités des pays et dans les domaines de coopération.

⁵ Les projets sont publiés sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante:
<http://www.unece.org/trade/SPECA-AfTBaku2010/welcome.html>.

29. Au premier semestre de 2011, le Conseil chargé de la mise en œuvre et du suivi de l'aide au commerce tiendra une réunion «zéro» afin que les organismes donateurs et les pays lui fassent part de leurs suggestions quant à la meilleure façon d'aller de l'avant. La première réunion plénière est prévue pour octobre 2011 et devrait avoir lieu juste avant ou après celle du Groupe de travail sur le commerce, qui aura lieu à Ashgabat.
